

## RECENSION - CRITIQUE.

Anne-Sophie Chazaud

14 Octobre 2021

Le 16 octobre 2020, il y a presque un an, Samuel Paty était assassiné par un islamiste car il avait enseigné la liberté d'expression à ses élèves. Un an après les faits, David di Nota publie *J'ai exécuté un chien de l'enfer* (éd. du Cherche-Midi), une contre-enquête incontournable qui passe l'affaire au crible : islamisation de la jeunesse, poltronerie de l'Éducation nationale et des pouvoirs publics, liberté d'expression en péril.

*"Samuel Paty est mort à l'angle de la rue de la Haute-Borne et de la rue du Buisseau-Moineau, le vendredi 16 octobre 2020, à 16h57. La route qui mène du collège au domicile de l'enseignant longe une série de jardinets disparates et sans prétention — l'endroit n'est pas abrité des regards, il constitue seulement la première intersection sur le chemin du retour.*

*Anzorov suivra sa victime — l'homme au jean bleu et à la chemise rouge — sur quelques trois cents mètres. Nul ne sait si le professeur était encore conscient au moment de sa décapitation. La nature des coups au niveau des membres supérieurs et de l'abdomen ouvre deux interprétations possibles : ou bien le professeur s'est battu, ou bien l'assassin s'est employé à charcuter sa victime avant de lui trancher la gorge."*

Nous sommes ici au chapitre 23, intitulé "Le châtement", du livre que l'écrivain, dramaturge et docteur en science politique David di Nota consacre à l'assassinat de Samuel Paty, *J'ai exécuté un chien de l'enfer*, selon les termes mêmes du meurtrier.

Cet ouvrage, publié au *Cherche midi* dont on doit saluer le discernement éditorial mais aussi le courage, alors que l'enseignant d'histoire-géographie est mort dans des conditions atroces il y a précisément un an, est, disons-le d'emblée, absolument incontournable et constitue un objet littéraire rare.

Rare au plan de l'enquête qui y est menée, ou plus exactement de la contre-enquête, précise, implacable et accablante, ou encore, disons, du "contre rapport" qui y est établi avec toute la redoutable (et redoutée) précision du réel, afin de ramener celui-ci sur le devant de la scène, à travers l'examen cruel des faits, lesquels jettent une lumière particulièrement critique, par leur simple description et énonciation, sans outrance, sur la version officielle qui fut notamment portée par le Rapport de l'Inspection générale et par les différentes institutions et établissements concernés.

Ce qui apparaît ici c'est tout l'environnement, l'idéologie, les renoncements, la lâcheté, la folie bureaucratique qui ne peut survivre et se légitimer que dans son auto-congratulation, son auto-glorification, l'auto-justification de ses schémas de pensée et de fonctionnement, bref, tous ces accommodements dits *raisonnables*, qui ont permis l'assassinat, qui l'ont facilité, qui, d'une certaine façon, ont armé l'assassin islamiste quand bien même celui-ci demeure auteur de ses actes, d'une part, et qui, ensuite, lui ont donné une lumière bien particulière en racontant une sorte de fiction idéologique et administrative faisant l'impasse sur les lâchetés, les violences et responsabilités véritables. La figure du procès kafkaïen revient au fil du récit et l'on ne peut qu'être saisi par sa lumineuse pertinence.

Rare ensuite parce que cet ouvrage constitue un paradoxe : c'est le travail ciselé d'un écrivain (cet ouvrage n'est pas un essai) qui vient mettre à bas la version / les versions supposées descriptives et factuelles des propos et du Rapport administratifs établis sur l'affaire. C'est donc par ce détour narratif singulier, étayé sur une solide et minutieuse enquête de terrain, servi par un style qui saisit le lecteur d'un souffle du début à la fin, que la vérité advient.

C'est un geste éminemment créatif, culturel et construit qui, par le moyen d'une écriture rigoureuse, ironique parfois, visant toujours juste, sans afféterie mais avec précision et, dirions-nous, élégance dans la force d'impact, permet de démonter la mécanique d'un discours falsifié qui est celui de la lâcheté coupable administrative se présentant mensongèrement comme factuelle. On pourrait penser que l'écrivain divague là où le technocrate / administratif s'en tient aux faits : ce récit démontre l'inverse ainsi que toute la perversité de ce système, comme le fit Kafka dont la filiation ici n'est pas usurpée.

Trente-huit petits chapitres (d'à peine quelques pages chacun), comme autant de "scènes" réparties dans cette tragédie en Trois Actes :

I. Histoire de la violence,

II. "L'erreur de Samuel Paty",

III. "Terrible nouvelle",

viennent tous jeter, un par un, dans une disposition où rien n'est laissé au hasard, une lumière crue sur les faits et sur les responsabilités véritables de chacun.

La responsabilité de l'administration de l'Education nationale (accusant Samuel Paty, la victime, de "mal maîtriser la laïcité", dans une sorte d'aberrante inversion accusatoire), son ivresse bureaucratique mais aussi sa porosité idéologique avec les pires abdications et l'esprit munichois ("pas de vague") voire franchement collaborateur de nombreux acteurs impliqués dans l'affaire, sont ici mis en évidence de manière imparable, factuelle, grâce précisément au détour par le travail exigeant de l'écrivain. La responsabilité de collègues ayant participé à la curée, de parents d'élèves ayant monté en épingle des propos mensongers, sachant que toute l'affaire repose, au départ, sur les incriminations victimaire et délibérément fausses d'une élève qui n'était pas même présente le jour du cours consacré à la liberté d'expression. Et c'est sur la base de ce mensonge que s'appuiera toute l'attitude de l'administration, ce qui en dit long sur son "lieu" d'énonciation, à laquelle peu à peu Samuel Paty sera confronté :

*"C'est étrange," diront les deux rapporteurs de l'Inspection générale, "Samuel Paty a du mal à reconnaître son erreur."*

Ne pas reconnaître une erreur que l'on n'a pas commise, en effet, comme c'est étrange pour des esprits tordus...

On lui demandera tout d'abord de s'excuser s'il a pu offenser ou blesser des personnes, pour apaiser la situation, ce qu'il fera bien volontiers, n'étant pas de nature belliqueuse. Mais dès l'instant où il s'est excusé, la machine infernale est enclenchée sans qu'il le sache.

Cela vaudra reconnaissance de culpabilité : en l'occurrence, ne pas être prétendument dans la bonne compréhension de la laïcité et s'en vient alors tout naturellement le chapelet habituel des anathèmes, procès en racisme, islamophobie (validant au passage la réhabilitation du délit de blasphème) etc. que beaucoup d'entre nous ont subis avec la complicité au minimum passive de leurs administrations. Peu à peu, il comprend le piège qui est en train de se refermer sur lui et déclare avec force :

*"Je n'ai commis aucune infraction dans l'exercice de mes fonctions".*

Il envisage de faire constater certains des propos tenus par certains de ses lâches collègues à son sujet par voie d'huissier, mais il est déjà trop tard et l'histoire en vérité est déjà écrite. Il n'y aura plus de retour en arrière possible jusqu'à ce que sa tête suppliciée roule sur le sol et apparaisse sur les écrans de nos réseaux sociaux.

La force d'analyse de David di Nota consiste ensuite à corréliser le bilan accablant de toutes ces fautes accumulées avec l'idéologie dont est empreinte l'Education nationale qui, rappelons-le, s'est majoritairement indignée en poussant moult cris d'orfraie lorsque la Ministre de l'Enseignement Supérieur a osé parler d' *"islamo-gauchisme"*, alors même que le réel en impose l'évidence sanglante et nocive. Ce qui est donc remis en cause ici est le paradigme victimaire — mais aussi suspicieux d'emblée envers les enseignants — qui règne au sein d'une administration très perméable aux thèses décoloniales, indigénistes, antiracistes dévoyées et, surtout, qui, par la glorification de l'offense tend à renvoyer intrinsèquement les élèves et l'enseignant dos à dos puis à faire finalement peser toute charge de toute faute sur ce-dernier.

Cette analyse critique s'étend jusqu'à la loi dite *"pour une école de la confiance"* de juillet 2019. Il faut voir ici le fruit de décennies d'un pédagogisme visant à introduire toujours davantage les parents d'élèves dans l'école, à réduire le magistère de l'enseignant, à niveler les hiérarchies qui, seules, étaient émancipatrices : c'est aussi cette séparation claire entre la famille et l'école qui garantissait l'indispensable laïcité d'un lieu qui, en retour, était sacralisée.

Cet ouvrage est donc bien plus qu'un hommage ou qu'une indignation : c'est un remarquable travail d'écrivain, nous l'avons dit et cet aspect formel est indispensable à la force du propos.

Ce contre-rapport mis en récit de manière à la fois délicate et puissante, à l'image de la personnalité de son auteur, est une œuvre de vérité et, en quelque sorte, de justice.

Ce 15 octobre, nombreux seront ceux qui, sur injonction ministérielle, verseront des larmes de crocodiles en se recueillant en mémoire de Samuel Paty, en osant parler sans vergogne d'une liberté d'expression qu'ils n'ont cessé d'opprimer, se rangeant toujours du côté de la meute, de la rumeur, de cette *"calomnie"* kafkaïenne à laquelle il est fait référence ici.

Espérons qu'ils liront ce livre qui, en quelques jours à peine, bénéficie déjà d'un immense succès bien mérité. Un an après sa mort, Samuel Paty voit ici une partie importante de la vérité et de son honneur rétablis.

Anne-Sophie Chazaud